

EN RAISON DE L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE BACHELIERS

Tension sur les universités

La hausse de 61% du nombre de bacheliers devant rejoindre les universités oblige le secteur de l'enseignement supérieur à prendre des mesures particulières. Si Tahar Hadjar affirme que toutes les conditions sont réunies pour assurer une bonne rentrée universitaire, il reconnaît que des villes comme Alger, Mila ou Tébessa connaîtront une certaine tension.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - L'arrivée de la double cohorte en fin de cursus secondaire a eu pour conséquence une hausse exceptionnelle du nombre d'admis à l'université. Résultat : plus de 336 141 nouveaux étudiants sont attendus au niveau des universités, soit 60% d'augmentation par rapport à la dernière édition. Jamais l'université n'aura connu un tel flux aux dires du ministre de l'Enseignement supérieur.

Tahar Hadjar affirme que toutes les dispositions sont prises pour assurer une bonne rentrée mais certaines villes connaîtront néanmoins des difficultés à l'instar de Médéa, Mila Alger Ain Defla, Aïn-Témouchent et Tébessa.

Pour les accueillir, le secteur réceptionnera 67 000 places réceptionnées et 50 000 lits ce qui amène à 1,3 million les places pédagogiques, expliquait hier le ministre de l'Enseignement supérieur. Il a surtout pris une série de mesures devant permettre de

réduire ces tensions. Le secteur a ainsi élargi les offres de formation pour dispatcher les étudiants, ouvert des filières d'excellence et élargi le nombre des filières à recrutement national. Le ministre de l'Enseignement supérieur insiste également sur l'utilisation rationnelle des moyens et la solidarité entre universités. Il appelle également à une meilleure exploitation du calendrier pédagogique. Il est question d'augmenter le temps d'occupation des structures universitaires jusqu'à 20 heures en assurant la logistique notamment le transport et en aménageant le temps au niveau des cités universitaires.

Hadjar appelle à cet égard parents et candidats à accepter le principe de mobilité des étudiants qui seront appelés à suivre des études hors de leur wilaya de résidence.

L'opération de préinscriptions a officiellement débuté hier pour se terminer jeudi prochain. Les ins-



Hadjar se félicite de l'amélioration de la qualité des résultats du bac.

criptions via le site internet se feront entre le 20 et le 21 juillet.

L'annonce des affectations est attendue pour le 28 juillet avant

que ne démarre la phase d'inscription définitive qui va durer jusqu'au 6 août. Le calendrier a été adapté après le retard pris dans l'annonce

des résultats du baccalauréat qui, comme les années précédentes, a vu les filles devancer les garçons. Elles sont 66% à avoir décroché le fameux sésame contre 33% de garçons.

Hadjar se félicite cette année de l'amélioration de la qualité avec 90 mentions excellent, 5 000 mentions très bien et 32 111 de bien. Comme il le fait chaque année, le directeur de l'Ecole supérieure de l'école d'informatique a expliqué dans le détail la manière dont doivent se faire les inscriptions.

M. Koudil a rappelé que l'opération d'orientation était un concours de recrutement national basée sur la conjugaison de quatre paramètres : les vœux exprimés par les candidats, les notes obtenues au baccalauréat, le nombre de places disponibles et le facteur géographique d'où la nécessité de remplir judicieusement la fiche de vœux.

N. I.

Hadjar consulte syndicats et organisations estudiantines

Le ministre de l'Enseignement supérieur installera en septembre une structure de consultation qui regroupera syndicats et tutelle.

Le but ? Créer un cadre de discussions et de consultations régulier pour évoquer les problèmes

rencontrés par les différents acteurs du secteur. Le ministre a fait savoir hier qu'il venait de clôturer un cycle de rencontres avec les syndicats et les organisations estudiantines.

N. I.

M^e FETTA SADAT, SECRÉTAIRE NATIONALE DU RCD :

«Notre système judiciaire est aliéné»

«On est tout sauf dans un Etat de droit», soutient M^e Fetta Sadat, secrétaire nationale aux droits de l'Homme du RCD qui, tout en décorquant le système juridique du pays, n'a pas manqué d'émettre tout un chapelet de propositions à même de redresser la situation et désaliéner la justice».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ceci même si pour l'avocate, qui conférerait avant-hier en soirée, à Alger, le système juridique du pays est loin de relever du «technique» mais de «l'éminemment politique». Avec notamment, un pouvoir exécutif qui est le premier à fouler aux pieds la toute première loi du pays, la Constitution. Une loi fondamentale dont un des articles, le 147, stipule, pourtant et clai-

rement que «le juge n'obéit qu'à la loi».

Un simple postulat vain car, regrettera la conférencière, «la réalité est tout autre», citant la circulaire 1 308 de septembre 2003 qui limite à cinq les audiences dans les affaires civiles et à trois pour les affaires pénales. Et de citer entre autres contradictions les attributions «exagérées» du président de la République dans la nomination des magistrats au sein même du CSM (Conseil supérieur de la magistrature) toujours sans siège, ou Etat de droit. Un «présidentialisme renforcé qui nous a directement menés à l'actuelle impasse institutionnelle».

M^e Sadat citera également une autre entorse à la Constitution (article 158), celle liée à l'institution d'une Haute cour de l'Etat pour connaître des actes pouvant être qualifiés de haute trahison du président de la

République, des crimes et délits du Premier ministre, commis dans l'exercice de leur fonction.

Une institution qui n'a pas encore vu le jour. Il y a aussi ces juges administratifs qui, le plus souvent, se rangent du côté de l'administration, non sans se référer aux procès traitant des dossiers de la corruption qui, selon elle, ont été «expédiés manu militari».

Et la réforme en profondeur de ce secteur de la justice, qui pour le moment, n'est qu'un appendice et un instrument du pouvoir en place, ne saurait se passer d'une réforme du système politique. D'où son plaidoyer pour une transition démocratique qui consacrerait, entre autres, la séparation des pouvoirs que la Constitution de février 1989 a consacrée pourtant pour la première fois.

M. K.

COOPÉRATION

L'Algérie et l'Inde veulent créer des sociétés mixtes dans le domaine agricole

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelkader Kadi, et le ministre d'Etat indien chargé de l'agriculture, Sanjeev Kumar Balyan, ont discuté dimanche à Alger des moyens de créer des sociétés mixtes dans le domaine agricole.

«Nous avons discuté de l'état des relations entre l'Algérie et l'Inde qui sont excellentes et abordé des domaines qui peuvent faire l'objet de partenariats mutuellement bénéfiques», a indiqué M. Kadi à l'issue de l'audience accordée au ministre d'Etat indien qui effectuait une visite de travail de deux jours en Algérie. Les deux ministres ont

abordé la possibilité de créer des sociétés mixtes, notamment dans le domaine de l'aviculture et la médecine vétérinaire essentiellement la production de vaccins pour animaux, selon M. Kadi.

Il a souligné que l'établissement de partenariats entre les deux pays dans le domaine de l'agriculture permettrait, entre autres, de favoriser les échanges

en matière de formation. Le ministre d'Etat indien chargé de l'agriculture a indiqué que l'aviculture, la production de vaccins vétérinaires et la pisciculture étaient parmi les domaines où les deux pays peuvent nouer des partenariats gagnant-gagnant.

«Je peux vous assurer qu'après cette réunion, les relations des deux pays dans le domaine de l'agriculture vont se porter mieux», a-t-il dit.

M. Kadi et son hôte visiteront lundi des instituts techniques relevant du secteur de l'agricul-

ture et du développement rural.

Dans le domaine agricole, les relations entre l'Algérie et l'Inde se sont renforcées depuis 2010, année où l'Algérie avait commencé à importer la viande bovine congelée du pays asiatique, et ce, après des consultations vétérinaires et négociations commerciales ayant duré presque 10 ans.

En novembre dernier, l'Inde avait fait un don d'un million de doses de vaccin à l'Algérie pour lutter contre la fièvre aphteuse qui a sévi en été 2014.

APS

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

17 morts et 35 blessés durant les dernières 24 heures

17 personnes ont trouvé la mort et 35 autres ont été blessées dans 16 accidents de la circulation les plus mortels, enregistrés durant les dernières 24 heures, selon un bilan rendu public dimanche par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Béchar avec quatre personnes mortes carbonisées et trois autres blessées, suite à une collision entre un véhicule léger et un minibus, survenue sur la route de la commune et daïra de Béni Abbès.

D'autre part, les services de la Protection civile ont enregistré le décès de 215 personnes depuis le début du mois sacré de Ramadhan.

Par ailleurs, les pompiers de la wilaya de Djelfa sont intervenus, durant ces dernières 24 heures, pour le repêchage d'une personne morte noyée dans une mare d'eau, au lieu-dit Gueltet-Aïcha-El-Chellal, commune d'Amoura.

Les unités de la Protection civile sont intervenues également pour l'extinction de cinq incendies urbains, divers et industriels au niveau des wilayas de Sétif, Béjaïa, M'sila, Tébessa et Mascara.

Ces incendies ont causé des brûlures de premier degré à une personne suite à un incendie qui s'est déclaré dans un camion-citerne transportant du carburant au niveau d'une station service à El-Eulma dans la wilaya de Sétif.

APS